



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Conseil national
Commission des affaires juridiques
3003 Berne

Fribourg, le 3 octobre 2017

13.407 Initiative parlementaire Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à la consultation mentionnée en titre, qui a retenu notre meilleure attention et dans le délai imparti, vous faisons part de nos remarques.

L'initiative parlementaire 13.407 vise à inscrire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle au nombre des éléments constitutifs d'une infraction énumérés à l'art. 261bis du code pénal (CP). Le projet élaboré par la Commission des affaires juridiques du Conseil national (CAJ-N) propose de compléter la disposition en question non seulement par le critère que constitue « l'orientation sexuelle », mais aussi par celui de « l'identité de genre ». Ainsi, le champ d'application de l'art. 261bis CP ne serait pas étendu aux seuls crimes de haine et discriminations visant des personnes en raison de leur hétérosexualité, de leur homosexualité ou de leur bisexualité, mais aussi à ceux qui sont commis en raison de la transsexualité ou de l'intersexualité d'une personne. Ces deux notions ne sont pas considérées comme des formes d'expression de l'orientation sexuelle : elles concernent plutôt l'identité de genre.

Le canton de Fribourg salue le fait d'étendre le cadre légal afin de permettre de lutter plus efficacement contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle. Il est cependant d'avis qu'il ne faut pas réunir dans un même article les discriminations concernant l'appartenance raciale, ethnique et religieuse aux discriminations concernant l'orientation sexuelle.

L'inscription de deux nouveaux éléments, i.e., l'orientation sexuelle et l'identité de genre, dans un article existant et se référant explicitement aux discriminations raciales n'est pas pertinent et pourrait se révéler contre-productif. Le rajout dans l'article 261 bis CP porte en lui-même le risque important de diluer et fragiliser la lutte contre les différentes formes de discrimination. Le choix de ne pas reconnaître aux associations la qualité pour agir dans le cadre de l'article 261 bis CP est susceptible d'affaiblir l'accès à la justice des personnes discriminées.

L'article 261 bis CP présente en lui-même et dans la pratique des faiblesses procédurales. Il serait peu adapté de reporter ces lacunes à la défense de personnes confrontées à une discrimination liée à leur orientation sexuelle.

Nous estimons qu'il serait plus judicieux de distinguer les deux formes de discrimination (raciale et orientation sexuelle) dans deux articles distincts car le fait de les rassembler dans un même article affaiblit les moyens de lutte au lieu de les raffermir.

Il serait plus pertinent de légiférer en consacrant un article pénal spécifique aux questions de discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre plutôt que de compléter l'article 261 bis CP. Tant du point de vue stratégique que juridique, cette option permettrait de renforcer la protection des différentes personnes ou groupes concernés et d'agir de manière complémentaire. De plus, la formulation devrait être plus précise, car le terme orientation sexuelle paraît trop large dans la mesure où il pourrait regrouper des déviances de type pédophilie ou gérontophilie. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'utiliser la notion suivante : leur orientation hétéro, homo ou bisexuelle ou de leur identité genre.

Enfin, il s'agirait de reconnaître aux associations la qualité pour agir dans le cadre de l'article 261 bis CP. Cette disposition permettrait de faciliter l'accès à la justice des personnes discriminées.

En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Maurice Ropraz
Président

Au nom du Conseil d'Etat :



Danielle Gagnaux-Morel
Chancelière d'Etat

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen
3003 Bern

Glarus, 3. Oktober 2017
Unsere Ref: 2017-137

Vernehmlassung 13.407 n Pa.lv. Reynard. Kampf gegen Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung

Hochgeachteter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren


Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und teilen mit, dass wir der vorgeschlagenen Ergänzung des Art. 261bis des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB) um die Diskriminierungsmerkmale "sexuelle Orientierung" und "Geschlechtsidentität" zustimmen. Ob allerdings damit die erhofften Wirkungen erzielt werden können, ist für uns fragwürdig. Die Zahl der Verfahren, die auf das heute schon bestehende strafrechtliche Diskriminierungsverbot in anderen Bereichen eröffnet werden, ist eher gering. Ebenfalls ist nicht davon auszugehen, dass solche Bestimmungen nur begrenzt von entsprechenden diskriminierenden Verhaltensweisen abzuschrecken vermag.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr Kommissionspräsident, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

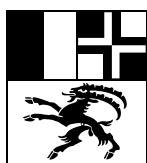
Für den Regierungsrat


Rolf Widmer
Landammann


Hansjörg Dürst
Ratsschreiber

E-Mail an: david.steiner@bj.admin.ch

versandt am: **05. Okt. 2017**



Sitzung vom

12. September 2017

Mitgeteilt den

12. September 2017

Protokoll Nr.

793

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen
3003 Bern

Auch per Mail zustellen als PDF und Word-Dokument:

david.steiner@bj.admin.ch

13.407 n Pa.Iv. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren Nationalräte

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 geben Sie uns die Gelegenheit, uns zum Vorentwurf zur Ergänzung von Artikel 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB; SR 311.0) zu äussern. Dafür danken wir Ihnen bestens.

Die Bündner Regierung unterstützt vorbehaltlos alle Bestrebungen im Kampf gegen Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität eines Menschen.

Der uns zur Stellungnahme unterbreitete Vorschlag geht dabei weiter als die oben zitierte parlamentarische Initiative, die lediglich die Aufnahme der "sexuellen Orientierung" in den Straftatbestand von Art. 261^{bis} StGB verlangt. Indem eine strafrechtliche Verfolgung auch für allgemein gehaltene, diskriminierende Äusserungen gegen Per-

sonen aufgrund ihrer "sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität" ermöglicht werden soll, wird der Tatbestand weiter gefasst; dies ist zu begrüßen.

Die Bündner Regierung regt hingegen an, den Schutzbereich von Art. 261^{bis} StGB um das Merkmal des Geschlechts zu erweitern, um eine kohärente Schutznorm gegen Hasskriminalität und Diskriminierung zu gestalten. Dies würde unseres Erachtens dem in der Bundesverfassung verankerten Diskriminierungsverbot Nachachtung verleihen und nochmals den Wert einer die Gleichstellung und Vielfalt respektierenden Gesellschaft betonen. Zudem sollte im Zusammenhang mit Trans- und Inter-Menschen konsequent von Transidentität bzw. Intergeschlechtlichkeit gesprochen werden und nicht von Trans- oder Intersexualität. Beide Formen haben grundsätzlich weder etwas mit der Sexualität an sich noch mit der sexuellen Orientierung zu tun. Mit einem korrekten Begriffsgebrauch können Assoziationen mit Formen des sexuellen Begehrens und der damit verbundenen Missverständnisse vermieden werden.

Abschliessend bedanken wir uns nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.



Namens der Regierung

Die Präsidentin:

B. Janom Steiner

Der Kanzleidirektor:

Daniel Spadin

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Office fédéral de la justice
A l'att. de M. David Steiner
3003 Berne

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 17 octobre 2017

Avant-projet – Initiative 13.407 n Iv. Pa. Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Consultation.

Monsieur,

Le Gouvernement jurassien vous remercie de lui donner la possibilité d'exprimer sa position quant à l'objet mentionné sous rubrique.

L'avant-projet complétant l'art. 261bis du code pénal (CP) vise à étendre l'actuelle disposition sur la lutte contre la discrimination raciale à la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, ainsi que de l'intégrer, par analogie, dans le code pénal militaire (CPM).

En effet, les lesbiennes, les gays ainsi que les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées font aujourd'hui partie d'un groupe social particulièrement vulnérable, qui requiert à juste titre une protection spécifique. Il faut savoir que ce groupe est également exposé, dans notre pays, à la violence, à des discriminations quotidiennes proférées en public ainsi qu'à des incitations à la haine et autres dépréciations en raison de leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

Soucieuse de la défense et du respect de toutes les minorités, la Suisse, qui a acquis une réputation internationale en la matière, a donc tout intérêt à renforcer son arsenal juridique en faveur des minorités sexuelles.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement jurassien se félicite du contenu de cet avant-projet et approuve totalement l'extension du champ d'application de l'art. 26 bis du code pénal et de l'art. 171c, al. 1 du code pénal militaire, qui comble utilement un vide juridique.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à sa prise de position, le Gouvernement jurassien vous adresse, Monsieur, ses salutations distinguées.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Nathalie Barthoulot
Présidente




Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'État

Justiz- und Sicherheitsdepartement

Bahnhofstrasse 15
Postfach 3768
6002 Luzern
Telefon 041 228 59 17
Telefax 041 228 67 27
justiz@lu.ch
www.lu.ch

Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrates
3003 Bern

per E-Mail an:
david.steiner@bj.admin.ch

Luzern, 19. September 2017

Protokoll-Nr.: 1004

Vernehmlassung 13.407 Parl. Iv. Reynard: Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung

Sehr geehrter Herr Präsident
sehr geehrte Damen und Herren

Im Namen und Auftrag des Regierungsrates teile ich Ihnen mit, dass wir dem vorgelegten Entwurf zur Ergänzung von Artikel 261^{bis} StGB zustimmen.

Die sogenannte Rassismus-Strafnorm nach Artikel 261^{bis} StGB ist nach einer Volksabstimmung vom 25. September 1994 seit dem 1. Januar 1995 in Kraft. Sie ist ein wichtiges Instrument zur Bekämpfung des Rassismus in der Schweiz. Obwohl sich die Strafnorm in der Rechtspraxis grundsätzlich bewährt hat, weist sie aber noch Lücken auf. Eine dieser Lücken - die Diskriminierung der sexuellen Orientierung und Geschlechtsidentität - soll mit der vorliegenden Revision nunmehr geschlossen werden. Das Anliegen der parlamentarischen Initiative, den Menschen, die lesbisch, schwul, bisexuell und/oder transgender sind oder intersexuelle Merkmale aufweisen (LGBTI-Personen), einen zusätzlichen strafrechtlichen Schutz gegen Hasskriminalität und Diskriminierung zu verleihen, ist berechtigt. Wir begrüssen, dass der Strafrahmen (Geldstrafe oder Freiheitsstrafe bis drei Jahre) beibehalten wird und dass diese Strafnorm weiterhin ein Officialdelikt bleibt. Es wäre indessen für die Strafverfolgungsbehörden wünschenswert, wenn der Gesetzgeber die "Leitplanken" der objektiven und subjektiven Tatbestandsvoraussetzungen bei den einzelnen Varianten von Artikel 261^{bis} StGB verdeutlichen würde.

Die Ausdehnung des Schutzes auf LGBTI-Personen beziehungsweise LGBTI-Personengruppen darf nicht dazu führen, dass die Kommunikation unter Einzelpersonen - welche oft unterhaltsamen, unbeschwerten (und manchmal unüberlegten) Charakter aufweist - einer allzu engen Kontrolle unterworfen wird. Mit andern Worten darf die Revision nicht dazu führen, dass Bürgerinnen und Bürger durch generell-abstrakt formulierte Verbote verunsichert werden und sich aus Angst vor strafrechtlicher Verfolgung nicht mehr getrauen, sich ausserhalb des familiären Umfelds an Konversationen zu beteiligen. Der revidierte Tatbestand von Artikel 261^{bis} StGB sollte sich daher ausschliesslich auf gezielte Diskriminierungen von einer gewissen Relevanz und Schwere beziehen.

Die Tatbestandsvariante von Absatz 4 sollte noch präzisiert werden. Um niederschwellige Anzeigen betroffener Personen und Personengruppe zu verhindern, sollten insbesondere folgende Punkte nochmals diskutiert werden:

- Der Begriff "öffentlich" wird in der Rechtspraxis unterschiedlich ausgelegt. Für den juristischen Laien sollte indessen Klarheit herrschen, dass damit der Stammtisch im öffentlichen Lokal oder eine Unterhaltung während einer Zugfahrt nicht gemeint ist.
- Nur die "ernsthaft bezweckte Herabsetzung", die zudem "bewusst öffentlich verbreitet" wird, sollte für die Erfüllung des Tatbestands von Artikel 261^{bis} StGB relevant sein. Unbedachte Äusserungen, welche über den rein persönlichen Bereich hinausgehen, aber noch in einem kleinen Kreis stattfinden, sollten von der Rassismus-Strafnorm nicht erfasst werden.

Ob sich die Anzahl der angezeigten Fälle nach erfolgter Revision erhöhen wird, wird sich zeigen. Weil die betroffenen Personen und Personengruppen erfahrungsgemäss stärker sensibilisiert und - wegen ihres langjährigen Einstehens für ihre Rechte - untereinander besser vernetzt sind, kann eine leichte Erhöhung nicht ausgeschlossen werden. Allerdings ist festzuhalten, dass Vereinigungen und Verbänden nach wie vor keine Parteistellung und damit keine Rechtsmittelmöglichkeiten zukommen, kennt doch das geltende Straf- und Strafprozessrecht keine Verbandslegitimation. Daran soll sich auch mit der vorliegenden Revision der Rassismus-Strafnorm nichts ändern.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und bitten Sie, unsere Bemerkungen bei der Weiterbearbeitung gebührend zu würdigen.

Freundliche Grüsse



Paul Winiker
Regierungsrat



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

Conseil national
Commission des affaires juridiques
M. D. Steiner
Président
3003 Berne

13.407 Initiative Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle

Monsieur le président,
Madame, Monsieur,

Le Conseil d'État remercie la Commission des affaires juridiques du Conseil national de l'occasion qui lui est donnée de prendre position sur l'initiative parlementaire «Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle».

Tout d'abord, le Conseil d'État salue le fait que la Commission ait pris l'initiative d'étendre, au-delà même de ce que demandait l'intervention de M. Reynard, le champ d'application de ces deux dispositions en y incluant la notion d'identité de genre.

Cependant, les dispositions pénales proposées ne comprennent pas les discriminations basées sur le genre. Les incitations publiques à la haine et à la violence à l'encontre des femmes ou d'autres déclarations discriminatoires les rabaissant ne peuvent pas être punies sous le régime du droit actuel.

L'adoption par le parlement fédéral le 16 juin dernier de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique va obliger par ailleurs explicitement les États signataires à prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes (art. 1, let. a) et à prendre toutes les mesures législatives pour prévenir, supprimer et poursuivre les actes de violence à l'égard des femmes (art. 5, al. 2).

Le Conseil d'État propose donc de prendre en compte le critère du genre dans les dispositions légales proposées par la Commission.

En vous remerciant de l'attention que vous portez à notre prise de position, nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, Madame, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.

Neuchâtel, le 4 octobre 2017

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. FAVRE

La chancelière,
S. DESPLAND





CH-6371 Stans, Engelbergstrasse 34, Postfach 1243 DS

PER E-MAIL

david.steiner@bj.admin.ch

Yvonne von Deschwanden
Regierungsrätin
Telefon +41 41 618 76 00
yvonne.vondeschwanden@nw.ch
Stans, 20. September 2017

13.407 n Pa.Iv. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung. Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Steiner

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 unterbreitete der Kommissionspräsident der nationalrätlichen Kommission für Rechtsfragen den Entwurf zur Ergänzung von Art. 261^{bis} des Strafgesetzbuches (StGB) mit der Bitte, bis zum 9. Oktober 2017 eine Stellungnahme abzugeben.

Wir danken Ihnen bestens für diese Möglichkeit und vernehmen uns wie folgt:

Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates ist mit der Erarbeitung zur Änderung im Strafgesetzbuch und im Militärstrafgesetz noch einen Schritt weitergegangen und hat neben der Ausweitung auf die sexuelle Orientierung auch die Geschlechteridentität in den Gesetzestext aufgenommen.

Wir begrüssen diese Erweiterung, da – wie die Kommission festhält – Trans-, Intersexmensen und Menschen mit weiteren Geschlechtsvarianten mit ähnlichen Schwierigkeiten zu kämpfen haben wie homo- oder bisexuelle Personen.

Mit Blick auf die Menschenrechte wäre es zu begrüssen, wenn Art. 261^{bis} (gemäss Empfehlung des Schweizerischen Kompetenzzentrums für Menschenrechte [SKMR] und von humanrights.ch) noch stärker ausgeweitet würde. Ziel einer Neuformulierung müsste sein, eine allgemeine Strafnorm gegen Hassreden zu schaffen, die sowohl die Religion, die Gesinnung, die Ethnie, die Herkunft, die sexuelle Orientierung und Geschlechtsidentität, die Lebensform, die Behinderung, das Geschlecht und den sozialen Status umfasst. Mehrere unserer Nachbarstaaten kennen entsprechende Strafnormen.

Herzlichen Dank für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse
GESUNDHEITS- UND SOZIALDIREKTION



Yvonne von Deschwanden
Regierungsrätin



CH-6061 Sarnen, Postfach 1561, SJD

Per E-Mail an:

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen
3003 Bern

david.steiner@bj.admin.ch

Referenz/Aktenzeichen: OWSTK.2897
Unser Zeichen: fu

Sarnen, 05. Oktober 2017

**Vernehmlassung zum Vorentwurf zur Ergänzung des Artikel 261 des Strafgesetzbuches (StGB) in Umsetzung der parlamentarischen Initiative 13.407
Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung
Stellungnahme**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Vernehmlassung zum Vorentwurf der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates zur Ergänzung des Artikel 261 des Strafgesetzbuches (StGB) in Umsetzung der parlamentarischen Initiative 13.407.

Wie im Bericht der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates erwähnt wird, wird die Antirassismus Strafnorm nicht besonders häufig angewendet. Jedoch soll die Anwendung der Strafnorm auf alle Minderheiten möglich sein und den gesellschaftlichen Veränderungen Rechnung tragen.

Wir stimmen den vorgeschlagenen Änderungen zu und danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse



Christoph Amstad
Regierungsrat

Kopie an:

- Kantonale Mitglieder der Bundesversammlung
- Kapo
- Amt für Justiz
- Stawa
- Sozialamt
- Gericht
- Staatskanzlei mit den Akten (OWSTK.2897)



Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrates
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 32 60
F +41 58 229 38 96

St.Gallen, 26. September 2017

13.407 n Pa.IV. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 laden Sie uns zur Vernehmlassung zur «Pa.IV. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung» ein. Dazu nehmen wir gern wie folgt Stellung:

In Umsetzung der obgenannten parlamentarischen Initiative hat die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates einen Vorentwurf zur Ergänzung von Art. 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuches (SR 311.0; abgekürzt StGB) angenommen. Vor dem Hintergrund der gesellschaftlichen Entwicklung hin zur Anerkennung unterschiedlicher Lebensformen erachten wir die geplante inhaltliche Ergänzung des Strafgesetzbuches für grundsätzlich sachgerecht.

Die Kommission beantragt, Art. 261^{bis} StGB mit den Kriterien «sexuelle Orientierung» und «Geschlechtsidentität» zu ergänzen und den Randtitel / Artikeltitel von Art. 261^{bis} StGB umzubenennen (von «Rassendiskriminierung» in «Diskriminierung und Aufruf zu Hass»). Richtig scheint uns, dass die Ergänzung im zwölften Titel des Strafgesetzbuches «Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Frieden» erfolgt. Die Umbenennung der «Rassismusstrafnorm» erachten wir jedoch als heikel, befürchten wir doch damit eine Verwässerung der Rassismusstrafnorm; diese würde an Profil verlieren. Auch liesse sich mit einer eigenen Strafnorm eine allfällig wieder aufflammende Grundsatzdiskussion über «Sinn und Unsinn» von Art. 261^{bis} StGB vermeiden.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.



Im Namen der Regierung

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Fässler'.

Fredy Fässler
Präsident

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Braun'.

Canisius Braun
Staatssekretär



Zustellung auch per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
david.steiner@bj.admin.ch

Telefon +41 (0)52 632 71 11
Fax +41 (0)52 632 72 00
staatskanzlei@ktsh.ch

Regierungsrat

Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrates
3003 Bern

per E-Mail als PDF- und Word-
Version an:
david.steiner@bj.admin.ch

Schaffhausen, 19. September 2017

**Vorentwurf zur parlamentarischen Initiative betreffend Kampf gegen die Diskriminierung
aufgrund der sexuellen Orientierung; Vernehmlassungsantwort**

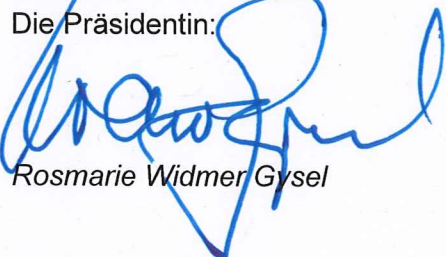
Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 haben Sie uns den Entwurf in oben genannter Angelegenheit zur Vernehmlassung unterbreitet. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit und teilen Ihnen mit, dass wir die vorgeschlagenen Änderungen begrüßen.

Für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen.



Freundliche Grüsse
Im Namen des Regierungsrates
Die Präsidentin:



Rosmarie Widmer Gysel

Der Staatsschreiber:



Dr. Stefan Bilger

Regierungsrat

Rathaus / Barfüssergasse 24
4509 Solothurn
www.so.ch

Kommission für Rechtsfragen
RK-NR
3003 Bern

4. Juli 2017

13.407 n Pa.Iv.Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung; Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns mit Schreiben vom 16. Juni 2016 die parlamentarische Initiative "Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung;" zur Vernehmlassung zugestellt. Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen uns dazu wie folgt vernehmen:

Wir begrüssen die geplante Neuregelung. Diskriminierungen aufgrund der sexuellen Orientierung (Hetero-, Homo- und Bisexualität) sowie aufgrund der Geschlechtsidentität (Trans- und Intersexualität) sind bereits aktuell gemäss Art. 8 Abs. 2 der Bundesverfassung (BV) untersagt. Es erweist sich als folgerichtig, die vorhandenen Regelungslücken im Bereich des Strafrechts zu schliessen und eine klare Strafnorm zur Ahndung von Hasskriminalität und Diskriminierungen gegenüber den betreffenden Personen und Personengruppen zu schaffen. Zudem ist es sinnvoll, dass sowohl das Kriterium "sexuelle Orientierung" als auch der Anknüpfungspunkt "Geschlechtsidentität" in den Gesetzesentwurf Eingang gefunden haben. Dadurch lässt sich ein umfassender strafrechtlicher Schutz gewährleisten.

Wir danken Ihnen noch einmal für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES

sig. Dr. Remo Ankli
Landammann

sig. Andreas Eng
Staatsschreiber

6431 Schwyz, Postfach 1260

An den
Nationalrat, Kommission für Rechtsfragen

per Mail an: david.steiner@bj.admin.ch

Schwyz, 19. September 2017

Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung
Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Nationalrätinnen und Nationalräte

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 lädt die nationalrätliche Kommission für Rechtsfragen die Kantonsregierungen ein, bis 9. Oktober 2017 zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 13.407, ‚Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung‘ Stellung zu nehmen.

Der Regierungsrat des Kantons Schwyz äussert sich dazu wie folgt:

Wenn die Beweggründe und Überlegungen hinter der Initiative bzw. des vorliegenden Vorentwurfs auch nachvollziehbar sein mögen, lehnt der Regierungsrat diesen ab. Der Diskriminierungsartikel würde damit sehr weit gefasst und dadurch (zusätzliche) Auslegungsprobleme rund um die erfassten Merkmale hervorrufen. Unbesehen davon wären aber auch mit der ergänzten Bestimmung nach wie vor nicht sämtliche Anknüpfungspunkte für mögliche Diskriminierungen oder Hassaufrufe strafrechtlich erfasst. Dieser Umstand würde schliesslich weitere generelle Abgrenzungsschwierigkeiten zur (verbleibenden) Meinungsäusserungsfreiheit nach sich ziehen.

Wir danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Namen des Regierungsrates:

Othmar Reichmuth, Landammann

Dr. Mathias E. Brun, Staatsschreiber



Kopie z.K. an: Schwyzer Mitglieder der Bundesversammlung.

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrates
Herr Jean Christophe Schwaab
Präsident
3003 Bern

Frauenfeld, 19. September 2017
751

13.407 n Pa.IV. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung

Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Präsident

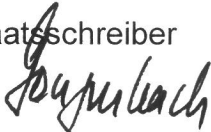
Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Abgabe einer Stellungnahme im Zusammenhang mit der geplanten Anpassung von Art. 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuches (StGB; SR 311.0) sowie Art. 171 des Militärstrafgesetzes (MStG; SR 321.0) und teilen Ihnen mit, dass wir mit den vorgeschlagenen Ergänzungen in diesen beiden Bestimmungen einverstanden sind.

Mit freundlichen Grüssen

Die Präsidentin des Regierungsrates



Der Staatschreiber



Repubblica e Cantone Ticino
Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 43 20
fax +41 91 814 44 35
e-mail can-sc@ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Commissione degli affari giuridici
del Consiglio nazionale
3003 Berna

13.407 n IV.Pa. Reynard. Lottare contro le discriminazioni basate sull'orientamento sessuale; procedura di consultazione

Signor Presidente,
Gentili Signore, egregi Signori,

ringraziandovi per essere stati interpellati, di seguito esprimiamo il nostro parere sulla procedura di consultazione concernente il tema epigrafato.

I casi di incitamento all'odio e di discriminazione contro le persone che sono lesbiche, omosessuali, bisessuali, transessuali e intersessuali (LGBTI), sono da ritenere delitti contro l'onore ai sensi dell'articolo 173 e seguenti del Codice penale. Queste disposizioni proteggono tuttavia, secondo giurisprudenza e dottrina, l'onore di una singola persona o di un determinato gruppo concreto di persone e non quello di un gruppo numeroso di persone considerato nella sua integralità. Il progetto posto in consultazione mira a colmare questa lacuna e a rendere di conseguenza possibile il perseguimento penale anche in caso di dichiarazioni discriminanti di carattere generale contro le persone LGBTI. In particolare, il campo di applicazione dell'articolo 261^{bis} CP e dell'articolo 171c CPM viene esteso all'incitazione all'odio e alla discriminazione anche a causa dell'orientamento sessuale (eterosessualità, omosessualità e bisessualità) nonché a causa dell'identità di genere (transessualità e intersessualità).

Lo scrivente Consiglio accoglie favorevolmente le modifiche proposte, le quali oltre a permettere di ampliare la protezione e il rispetto della dignità dell'essere umano, consentiranno alla Svizzera di adempiere alle raccomandazioni degli organismi internazionali per i diritti umani e di mettersi al pari di altri Paesi europei che hanno già adottato disposizioni simili (cfr. pagg. 10, nonché 13 e 14 del rapporto esplicativo).

Vogliate gradire, Signor Presidente, gentili Signore ed egregi Signori, i sensi della nostra massima stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente:


Manuele Bertoli

Il Cancelliere:


Arnaldo Coduri

Copia per conoscenza a:

- Segreteria generale del Dipartimento delle istituzioni (di-sg@ti.ch);
- Divisione della giustizia (di-dg@ti.ch);
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch);
- Pubblicazione in Internet.



CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Monsieur
Jean Christophe Schwaab
Président de la Commission des affaires
juridiques du Conseil national
3003 Berne

***Par courrier électronique à
david.steiner@bj.admin.ch (une version
Word et une version PDF)***

Réf. : MFP/15022612

Lausanne, le 27 septembre 2017

Initiative parlementaire 13.407 « Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle » - Procédure de consultation

Monsieur le Président,

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud vous remercie d'avoir sollicité son avis dans le cadre du traitement de l'initiative parlementaire « Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle ». L'avant-projet a pour objet une modification des art. 261^{bis} du Code pénal et 171c al. 1 du Code pénal militaire. Il propose d'ajouter à ces articles les critères de « l'orientation sexuelle » et de « l'identité de genre », de sorte que le champ d'application de ces dispositions soit étendu aux crimes de haine et discriminations visant des individus en raison de leur hétérosexualité, de leur homosexualité ou de leur bisexualité ainsi qu'à ceux qui sont commis en raison de la transsexualité ou de l'intersexualité d'une personne. L'avant-projet va ainsi plus loin que l'initiative parlementaire, qui vise uniquement à inscrire la discrimination fondée sur « l'orientation sexuelle » au nombre des éléments constitutifs des infractions visées par l'art. 261^{bis} CP.

Après avoir mené une consultation auprès des organismes concernés du canton, il a l'honneur de vous faire part de ses déterminations.

En l'état, l'art. 261^{bis} CP protège les personnes contre les manifestations de haine et les discriminations liées à l'appartenance à une race, à une ethnie ou à une religion. Il s'agit de garantir le respect de la dignité humaine. D'autres critères, tels que le sexe, les tendances sexuelles ou les convictions idéologiques n'ont pas été retenus, à dessein, lors de l'adoption de cet article. En introduisant cette disposition, le législateur n'envisageait ainsi pas une extension illimitée de la répression pénale à tous les actes de discrimination ou d'atteinte à des groupes ou des collectivités. Une norme spécifique protégeant la paix publique, et non seulement des intérêts privés, est ainsi nécessaire pour réprimer les atteintes collectives contre des groupes non visés par la disposition (ATF 6B_361/2010 du 1^{er} novembre 2010).

A l'heure actuelle, plusieurs recommandations internationales tendent à renforcer les dispositions pénales sur les discours haineux et discriminatoires en incluant notamment

des facteurs tels que l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, mais également d'autres critères, comme le sexe, en référence aux violences envers les femmes notamment.

L'avant-projet, dont les fondements sont par ailleurs déjà consignés à l'art. 8 al. 2 Cst., permettrait de répondre à ces recommandations, étendant en conséquence la protection pénale de la dignité de l'homme et de la paix publique.

Reconnaissant l'intérêt public qu'il existe à lutter contre des formes de discriminations prohibées par la Constitution, le Conseil d'Etat soutient la réforme proposée. Celle-ci permettra de sanctionner des situations graves de discrimination qui peuvent avoir des répercussions importantes, notamment chez les jeunes.

Le Conseil d'Etat estimerait toutefois opportun d'ajouter à la liste des comportements prohibés ceux qui relèvent de manifestations de haine ou de discriminations à raison du sexe. Cette notion diffère en effet de celles d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Selon le rapport explicatif : « *Par orientation sexuelle, on entend la capacité qu'à chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus de sexe opposé (hétérosexuel), de même sexe (gay, lesbienne) ou de plus d'un sexe (bisexuel), et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus.* ». « *L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son sexe profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du sexe, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire. Transsexualité et intersexualité ne correspondent pas à une orientation sexuelle, mais à une identité de genre.* » (rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 11 mai 2017, p. 11).

L'ajout du critère de sexe permettrait de réprimer aussi les manifestations de haine et les discriminations visant les individus à raison de leur appartenance physique à un sexe, déterminée par des attributs biologiques et physiologiques. Ceci correspondrait pleinement aux principes énoncés par l'art. 8 al. 2 Cst.

En vous remerciant de l'accueil que vous réserverez aux observations du Canton de Vaud, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Copies

- OAE
- SJL

Regierungsrat, Postfach, 6301 Zug

Nur per E-Mail

Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrats
3003 Bern

Zug, 26. September 2017 hs

**13.407 Parlamentarische Initiative. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung
Vernehmlassung des Kantons Zug**

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 haben Sie die Kantonsregierungen eingeladen, bis am 9. Oktober 2017 zum Vorentwurf und zum erläuternden Bericht zur Umsetzung der oben genannten parlamentarischen Initiative von Mathias Reynard Stellung zu nehmen. Gestützt auf ein internes Mitberichtsverfahren nehmen wir diese Gelegenheit gerne wahr.

Wir unterstützen den von der nationalrätlichen Kommission vorgelegten Entwurf zur Umsetzung der genannten parlamentarischen Initiative vorbehaltlos und stellen keine Änderungsanträge. Die explizite Ausweitung des Anwendungsbereichs von Artikel 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuches vom 21. Dezember 1937 (StGB; SR 311.0) und des gleichlautenden Artikel 171c Absatz 1 des Militärstrafgesetzes vom 13. Juni 1927 (MStG; SR 321.0) auf Hasskriminalität und Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung (z.B. Hetero-, Homo- und Bisexualität) oder Geschlechtsidentität (z.B. Intersexualität und Transgender) ist sehr zu begrüßen. Mit der von der nationalrätlichen Kommission vorgeschlagenen zusätzlichen Aufnahme des Kriteriums «Geschlechtsidentität» werden auch Trans- und Intersexmensen erfasst, welche betreffend Hasskriminalität und Diskriminierungen oft mit ähnlichen Schwierigkeiten zu kämpfen haben wie homo- und bisexuelle Personen und Personengruppen. Mit der vorgeschlagenen Umsetzung wird nicht nur der gewachsenen Aufmerksamkeit der Gesellschaft für diese Lebensformen und Lebensrealitäten Rechnung getragen, sondern auch den mehrfachen Empfehlungen seitens des Schweizerischen Kompetenzzentrums für Menschenrechte (SMRK), des Ministerkomitees des Europarates und des UNO-Menschenrechtsrates.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Regierungsrat des Kantons Zug



Manuela Weichelt-Picard
Frau Landammann



Tobias Moser
Landschreiber

Kopie per E-Mail an:

- david.steiner@bj.admin.ch (als PDF-Version und als Word-Version)
- Sicherheitsdirektion (info.sd@zg.ch)
- Direktion des Innern (info.di@zg.ch)
- Obergericht des Kantons Zug (info.og@zg.ch)
- Zuger Polizei (kommandant.zupo@zg.ch)
- Eidgenössische Parlamentarier des Kantons Zug



Kommission für Rechtsfragen
des Nationalrates
Bundesrain 20
3003 Bern

27. September 2017 (RRB Nr. 885/2017)

Parlamentarische Initiative 13.407
betreffend Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen
Orientierung (Vernehmlassung)

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Nationalrätinnen und Nationalräte

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 haben Sie uns einen Vorentwurf zur Ergänzung von Art. 261^{bis} StGB zur Vernehmlassung unterbreitet. Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme und äussern uns wie folgt:

A. Grundsätzliches

In unserer Gesellschaft gehören Lesben, Schwule, Bisexuelle, Trans- und Intersex-Menschen zu einer besonders verletzlichen und damit besonders schutzbedürftigen sozialen Gruppe, die auch hierzulande nach wie vor Gewalt, Hassaufrufen und weitgehenden Diskriminierungen im Alltag ausgesetzt ist. Insofern unterstützen wir die Bemühungen, mit der vorliegenden Revision eine Gesetzeslücke zu schliessen und den Schutzbereich von Art. 261^{bis} StGB und Art. 171 Abs. 1c MStG als Officialdelikt ausdrücklich auszuweiten, um öffentliche Verleumdungen, Hassaufrufe und ähnliche Herabsetzungen von Menschen aufgrund ihrer sexuellen Orientierung und Geschlechtsidentität strafrechtlich ahnden zu können. Zu begrüssen ist ebenfalls, dass der entsprechende Schutz auslegungsweise und in Analogie zur Geschlechtsidentität auch auf den sogenannten Geschlechtsausdruck ausgeweitet wird (vgl. Erläuternden Bericht, S. 12, Abschnitt 2). Aus unserer Sicht ist es zudem sinnvoll, die Marginale der Strafnorm zu «Diskriminierung und Aufruf zu Hass» umzubenennen.

B. Zum Erläuternden Bericht

1. Begrifflichkeiten

Im Erläuternden Bericht ist an mehreren Stellen von Trans- oder Intersexualität die Rede (vgl. S. 9, Abschnitt 1; S. 11, Abschnitt 1; S. 12, Abschnitte 3 und 4; S. 13, Abschnitt 1). Um Verbindungen mit Formen sexuellen Begehrens und damit verbundene Missverständnisse zu vermeiden, ist von der Benutzung dieser Begriffe abzusehen. Weder das Trans- noch das Inter-Sein haben grundsätzlich etwas mit Sexualität bzw. sexueller Orientierung zu tun. Während Intersex sich auf genitales Geschlecht bezieht, spricht man von Trans, wenn das Geschlecht, dem sich eine Person zugehörig fühlt, nicht mit dem Geschlecht übereinstimmt, das dieser Person bei der Geburt aufgrund körperlicher Merkmale zugewiesen wurde. In diesem Sinne ist von Transidentität bzw. Intergeschlechtlichkeit zu sprechen.

2. Themenvermischung mit pathologischen Sexualpräferenzen

Auf S. 12 wird eine Abgrenzung der Begriffe sexuelle Orientierung und Sexualpräferenzen vorgenommen. Auf S. 14 wird festgestellt, dass diskriminierende Äusserungen und Hasskriminalität wegen krankhaft gestörter Sexualpräferenzen wie beispielsweise Pädophilie nicht in den Schutzbereich der vorgeschlagenen Norm fallen. Dies ist als selbstverständlich zu betrachten und bedarf keiner besonderen Hervorhebung. Es mutet aber befremdlich an, dass Homosexualität bzw. Transidentität in Verbindung mit krankhaft gestörten Sexualpräferenzen (Paraphilien) in Verbindung gebracht wird.

C. Zu Art. 261^{bis} StGB und Art. 171 Abs. 1c MStG

1. Einbezug des Merkmals «Geschlecht» in die Schutznormen

Der Vorentwurf sieht vor, dass Art. 261^{bis} StGB (und analog Art. 171 Abs. 1c MStG) mit den Merkmalen «sexuelle Orientierung» und «Geschlechtsidentität» erweitert werden soll. Dementsprechend bleibt das Merkmal «Geschlecht» unberücksichtigt. Angesichts der Tatsache, dass die Beseitigung jeglicher rechtlichen und tatsächlichen Diskriminierung aufgrund der Geschlechtsidentität und/oder sexuellen Orientierung eng mit der Überwindung jeglicher Diskriminierung aufgrund des Geschlechts verbunden ist, erscheint dies problematisch. Insbesondere auch in diesem Bereich besteht trotz dem Diskriminierungsverbot in der Bundesverfassung (Art. 8 Abs. 2 BV) eine bedeutende Gesetzeslücke. Öffentliche Hass- und Gewaltaufrufe gegenüber Frauen und sonstige diskriminierende Äusserungen, die sie in einer gegen die Menschenwürde verstossenden Weise herabsetzen, finden nach wie vor statt. Zu denken ist etwa an Aufrufe zu Frauenzüchtigung, an öffentliche frauenverachtende und gewaltverherrlichende Auftritte in der Musikbranche (besonders betroffen sind die Bereiche Rap, Reggae und Hip-Hop) oder die sogenannten «Aufreiss-Künstler», die in ihren «Seminaren» sexuelle Gewalt an Frauen verherrlichen und offen zu ihrer Misshandlung und Erniedrigung aufrufen (vgl. Medienberichte zum Auftritt von Julien Blanc 2014 in Zürich). Solche Äusserungen verstossen in grösster Weise gegen eine auf Gleichstellung und Vielfalt geprägte Gesellschaft und bleiben nach geltendem Recht weitestgehend ungeahndet.

Art. 261^{bis} StGB wurde 1993 als Anpassung an das Völkerrecht konzipiert. Es handelte sich damals um eine Anschlussgesetzgebung in Bezug auf den Beitritt der Schweiz zum UN-Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung. Folglich wurde damals auf die Aufnahme anderer Kriterien, wie das Geschlecht, die sexuelle Orientierung oder die Weltanschauung bewusst verzichtet (vgl. BBl 1992 III, 269, 311). Mit Bundesbe-

schluss vom 16. Juni 2017 wurde das Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (sogenannte Istanbul-Konvention, BBI 2017, 218 ff.) genehmigt. Das Übereinkommen enthält eine Reihe von Achtungs-, Schutz- und Gewährleistungspflichten und verpflichtet die Vertragsstaaten ausdrücklich zur Verhütung, Verfolgung und Beseitigung der Gewalt an Frauen (vgl. Art. 1 lit. a). Um den erwähnten Sorgfaltspflichten nachzukommen, haben diese u. a. auch alle erforderlichen gesetzgeberischen und sonstigen Massnahmen zur Verhütung, Beseitigung und Verfolgung von Gewalttaten an Frauen zu ergreifen (vgl. Art. 5 Abs. 2).

Die Schweiz ist ausserdem 1997 dem UN-Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW) beigetreten. Diese Konvention begründet ebenfalls die staatliche Verpflichtung zu gesetzgeberischen Schutzhandlungen.

Rechtsvergleichend kann festgehalten werden, dass verschiedene europäische Länder bereits Strafbestimmungen gegen Aufrufe zu Hass, Gewalt oder Diskriminierung auch ausdrücklich wegen des Geschlechts kennen. Zu erwähnen sind Art. 283 des Strafgesetzbuchs von Österreich, Art. 225 Abs. 1–4 des Code pénal von Frankreich und Art. 137d des Wetboek van Strafrecht der Niederlande.

Wir beantragen daher, das Merkmal «Geschlecht» mit einzubeziehen und die Aufzählung der Merkmale «Rasse, Ethnie oder Religion» in den geltenden Abs. 1–5 von Art. 261^{bis} StGB (und analog auch Art. 171 Abs. 1c MStG) mit den Merkmalen «Geschlecht, Geschlechtsidentität und sexuelle Orientierung» zu ergänzen.

2. Weitere Merkmale

Im Erläuternden Bericht wird auf andere Rechtsordnungen (so u. a. auf das österreichische Strafgesetzbuch und den französischen Code pénal) verwiesen, die den Schutzbereich auf weitere Personen und Personengruppen ausgedehnt haben (S. 13 f.). Es erschliesst sich aus dem Erläuternden Bericht nicht, weshalb Art. 261^{bis} StGB, der nun angepasst werden soll, nicht auch noch um weitere Merkmale wie z. B. «körperliche oder geistige Behinderung» ergänzt werden soll. Wir regen deshalb an, eine weitere Ausdehnung des Merkmalskatalogs in Art. 261^{bis} StGB zu prüfen.

3. Tatbestandsvariante gemäss Abs. 5 «Leistungserbringung»

Gemäss Vorentwurf macht sich strafbar, wer eine von ihm angebotene Leistung, die für die Allgemeinheit bestimmt ist, einer Person oder einer Gruppe von Personen wegen ihrer Rasse, Ethnie, Religion, sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität verweigert (nArt. 261^{bis} Abs. 5 StGB und nArt. 171 Abs. 1c Abs. 5 MStG). Auch wenn wir davon ausgehen, dass die Inhaftierung einer Person nicht als Leistungserbringung im Sinne der erwähnten Bestimmungen zu verstehen ist, sei hier darauf hingewiesen, dass bisher Gefangene zur Erfüllung der gesetzlichen Trennungsvorschriften grundsätzlich gemäss der traditionellen geschlechtlichen Definition (weiblich/männlich) untergebracht werden. Für die geschlechtliche Definition wird auf die Ausgestaltung der primären Geschlechtsorgane abgestellt. Auf die Geschlechtsidentität der betroffenen Personen kann aus organisatorischen und finanziellen Gründen kurz- und mittelfristig kaum Rücksicht genommen werden. Dies führt beispielsweise dazu, dass Transgender auch gegen ihren Wunsch gemäss ihren primären Geschlechtsmerkmalen untergebracht werden. Wir gehen davon aus, dass aus nArt. 261^{bis} Abs. 5 StGB und

nArt. 171 Abs. 1c Abs. 5 MStG nicht ein Anspruch auf Unterbringung gemäss Geschlechtsidentität abgeleitet werden kann. Es gilt jedenfalls zu vermeiden, dass aufgrund der neu vorgeschlagenen Bestimmungen Behördenmitglieder des Straf- und Massnahmenvollzugs strafrechtlich belangt werden können, wenn sie aus organisatorischen und finanziellen Gründen Trans- und Inter-Menschen nicht getrennt von den anderen Menschen platzieren.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident,
sehr geehrte Damen und Herren Nationalrätinnen und Nationalräte,
den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates
Der Präsident:



Der stv. Staatsschreiber:

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

A-Post Plus
Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

20. September 2017

13.407 n Pa.IV. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 haben Sie uns zur Vernehmlassung des obengenannten Geschäfts eingeladen. Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme und nehmen diese gerne wahr.

Der Kanton Aargau stimmt der vorgeschlagenen Ergänzung des Art. 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB) um die Diskriminierungsmerkmale "sexuelle Orientierung" und "Geschlechtsidentität" unter Verweis auf die zutreffenden Ausführungen im Bericht der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats zu. Mit der vorgeschlagenen Erweiterung des Merkmalkatalogs wird die heute bestehende Strafbarkeitslücke geschlossen. Allerdings darf von den beiden neu aufgenommenen Merkmalen nicht zu viel erwartet werden, hält sich doch die Zahl der Verfahren aufgrund der heutigen Normen in engen Grenzen und es besteht kein Anlass zur Annahme, dass sich dies mit den beiden neuen Merkmalen wesentlich ändern wird.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Stephan Attiger
Landammann

Vincenza Trivigno
Staatsschreiberin

Kopie

- david.steiner@bj.admin.ch



Regierungsrat, 9102 Herisau

Bundesamt für Justiz
David Steiner
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 4. September 2017

Eidg. Vernehmlassung; 13.407 Parlamentarische Initiative Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrter Herr Steiner

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 wurden die Kantonsregierungen von der nationalrätlichen Kommission für Rechtsfragen eingeladen, sich zur eingangs erwähnten Vorlage vernehmen zu lassen.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

Die Strafbarkeit der Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität kann general- und spezialpräventiv wirken und ist daher eine Massnahme zum Schutz der entsprechenden Grundrechte. Das Anliegen an und für sich ist daher sicherlich unterstützenswert. Allerdings stellt sich die Frage, ob der Vorschlag der Kommission für Rechtsfragen in dieser Form der richtige Weg dazu ist. In der politischen Debatte hat die Übertragung gesellschaftlicher Probleme an die Strafrichter hohe Symbolwirkung. Das Strafrecht ist in allererster Linie ein repressives Instrument zum Schutz elementarer Rechtsgüter gegen grobe Angriffe.

Vorerst gilt es zudem darauf hinzuweisen, dass die sogenannte Rassismusstrafbestimmung nach hart geführter politischer Diskussion eingeführt worden ist. Ihre Umsetzung hat immer wieder zu Schwierigkeiten geführt. Inzwischen hat sich jedoch eine Praxis ausgebildet, welche zu vertret- und umsetzbaren Ergebnissen führt. Es ist aus diesem Grund fraglich, ob Art. 261^{bis} StGB in der vorgeschlagenen Form erweitert werden soll.

Diese Strafbestimmung ist – auch nach der vorgeschlagenen Ergänzung – entweder unvollständig oder aber entbehrlich. So erfassen die vorgeschlagenen Strafbestimmungen geschlechterbedingte Diskriminierung und Aufrufe zu Hass weiterhin nicht. Namentlich gegen Frauen gerichtete öffentliche Hass- und Gewaltaufrufe oder sonstige diskriminierende Äusserungen können nach wie vor nicht geahndet werden. Ebenso wenig wird die Diskriminierung gegenüber Menschen mit körperlicher oder geistiger Behinderung erfasst.



Das schweizerische Recht bietet genügend Möglichkeiten, gegen diskriminierende oder ehrverletzende Handlungen und Äusserungen vorzugehen. Im Einzelfall steht das Strafrecht zur Verfügung, ansonsten bietet auch das Zivilrecht genügend Möglichkeiten. Deshalb beantragt der Regierungsrat, auf eine Ausweitung von Art. 261^{bis} StGB zu verzichten oder aber weitere Kriterien – wie etwa dasjenige des Geschlechts – zu berücksichtigen.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates

Roger Nobs, Ratschreiber

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
www.rr.be.ch
info.regierungsrat@sta.be.ch

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen
3003 Bern

Per Email (david.steiner@bj.admin.ch)

16. August 2017

RRB-Nr.: 767/2017
Direktion Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion
Unser Zeichen 11.36-17.36 JET
Ihr Zeichen
Klassifizierung Nicht klassifiziert



Vernehmlassung des Bundes: Parlamentarische Initiative Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung Stellungnahme des Kantons Bern

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident,
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Regierungsrat des Kantons Bern bedankt sich für die Möglichkeit, zur Umsetzung der genannten parlamentarischen Initiative bzw. zum Vorentwurf zur Ergänzung des Artikel 261^{bis} des Strafgesetzbuches (StGB) und zum erläuternden Bericht Stellung nehmen zu können.

Er begrüsst die geplante Erweiterung des Straftatbestandes von Art. 261^{bis} StGB und Art. 171 des Militärstrafgesetzes (MStG) um die Kriterien der „sexuellen Orientierung“ und der „Geschlechtsidentität“, um eine strafrechtliche Verfolgung auch für allgemein gehaltene, diskriminierende Äusserungen gegen LGBTI-Personen zu ermöglichen.

Die Vernehmlassungsvorlage sieht allerdings nebst dieser Erweiterung keine weitergehenden Änderungen vor und lässt namentlich das Kriterium des Geschlechts unberücksichtigt. Dementsprechend besteht trotz des in Art. 8 Abs. 2 der Bundesverfassung geregelten Diskriminierungsverbots weiterhin eine bedeutende Gesetzeslücke, indem die vorgeschlagenen Strafbestimmungen geschlechterbedingte Diskriminierung und Aufrufe zu Hass nach wie vor nicht erfassen. Namentlich gegen Frauen gerichtete öffentliche Hass- und Gewaltaufrufe oder sonstige diskriminierende Äusserungen, die Frauen oder Männer in einer gegen die Menschenwürde verstossenden Weise herabsetzen, finden nach wie vor statt. In diesem Zusammenhang ist insbesondere auch auf das vom Eidg. Parlament am 16. Juni 2017 genehmigte

Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (Istanbul-Konvention) hinzuweisen, wonach die Signatarstaaten explizit zur Verhütung, Verfolgung und Beseitigung der Gewalt an Frauen und zur Ergreifung der entsprechenden gesetzlichen und sonstigen Massnahmen verpflichtet sind (Art. 1 Abs. 2 lit. a und Art. 5 Abs. 2 Istanbul-Konvention).

Vor diesem Hintergrund beantragen wir die Ergänzung von Art. 261^{bis} StGB bzw. Art. 171 Abs. 2c MStG um das Kriterium des „Geschlechts“.

Für die Berücksichtigung dieses Antrages danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident



Bernhard Pulver

Der Staatsschreiber



Christoph Auer

Verteiler

- Gesundheits- und Fürsorgedirektion
- Polizei- und Militärdirektion
- Staatskanzlei

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen
3003 Bern

Per E-Mail an: david.steiner@bj.admin.ch

Liestal, 26. September 2017

13.407 n Pa.IV. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 ersuchen Sie uns, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum rubrizierten Thema unsere Stellungnahme abzugeben, was wir hiermit gerne tun.

Der Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft begrüsst das Anliegen der Initiative sowie des Vorentwurfs, den Schutzbereich der Art. 261^{bis} StGB und Art. 171 Abs. 1c MStG auszuweiten. Öffentliche Verleumdungen, Hassaufrufe und ähnliche Herabsetzungen von Menschen aufgrund ihrer sexuellen Orientierung und / oder Geschlechtsidentität sollen gestützt darauf strafrechtlich geahndet werden können.

Gemäss Art. 8 Abs. 2 BV ist die Diskriminierung aufgrund der Lebensform zwar untersagt, doch es besteht gegenwärtig auf Gesetzesebene kein umfassender Schutz gegen Aufrufe zu Hass und Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität. Mit dem Vorentwurf zur Ergänzung der Art. 261^{bis} StGB und Art. 171 Abs. 1c MStG soll diese Lücke geschlossen werden.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse



Monica Gschwind
Vize-Regierungspräsidentin



Dr. Peter Vetter
Landschreiber



Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 80 54
Fax: +41 61 267 85 72
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

Nationalrat
Kommission für Rechtsfragen

per Email an:
david.steiner@bj.admin.ch

Basel, 20. September 2017

Regierungsratsbeschluss vom 19. September 2017

13.407 n Pa.Iv. Reynard. Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident, sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 16. Juni 2017 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur parlamentarischen Initiative Reynard betreffend «Kampf gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung» zukommen lassen. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen Ihnen nachstehend unsere Bemerkungen zukommen.

1. Allgemeine Bemerkungen

Grundsätzlich verschliesst sich der Kanton Basel-Stadt der Erfassung des rechtspolitischen Anliegens nicht, den Tatbestand von Artikel 261^{bis} StGB auf strafbare Diskriminierung von Personengruppen auf Grund ihrer sexuellen Orientierung oder ihrer Geschlechtsidentität auszudehnen.

Es gilt jedoch zu bedenken, dass jede Ausweitung von Straftatbeständen stets die Problematik der Auslegung beinhaltet, zumal dann, wenn die entsprechende Norm nicht klar definierte oder in der Rechtswissenschaft bekannte Begrifflichkeiten enthält.

Da es sich bei den Angehörigen der verschiedenen geschlechtlichen Identitäten im Gegensatz zu den bisher durch Art. 261^{bis} StGB geschützten Kriterien der Rasse, Ethnie oder Religion, die in aller Regel eindeutig bestimmbar sind, eben gerade nicht um eine grundsätzlich homogene Personengruppe handelt, die in ihrer «Kernidentität» kollektiv verletzt werden kann, sondern um eine grosse Anzahl von Individuen der unterschiedlichsten Art und Ausrichtung, deren sich primär in inneren Vorgängen geschlechtliche manifestierende Identität sich zudem jederzeit ändern und nicht wie etwa Hautfarbe, Ethnie, Staats- oder Religionszugehörigkeit durch konkret überprüfbare Fakten nachvollzogen werden kann, besteht die reale Gefahr einer letztlich unübersehbaren und grenzenlosen Ausweitung möglicher strafbarer Handlungen, ohne dass noch ein Bezug zur ursprünglichen «ratio legis» von Art. 261^{bis} StGB, dessen Grenzen für den Rechtsunterworfenen bisher stets klar sichtbar bleiben sollten, erkennbar wäre, was rechtsstaatlich immer bedenklich ist. Angesichts der weit gefassten strafbaren Handlungen des bereits bestehenden Tatbestandes, die erhebliche Auslegungsprobleme bieten, werden rechtspolitische Erwartungen geweckt, die das Strafrecht als «ultima ratio» für die Regeln des Zusammenlebens einer Gesellschaft nicht erfüllen kann.

Hinzu kommt, dass es zumindest im jetzigen Zeitpunkt aufgrund der zivilrechtlichen Personenstandsgesetzgebung einen *numerus clausus* möglicher Identitäten gibt, die zum Teil unterschiedlich ausgestaltet sind, was das Postulat der geschlechtlichen Identität aber gerade verneint. Insofern würde durch die mit der Änderung von Art. 261^{bis} StGB angestrebte – im Ergebnis ganz erheblichen – Ausweitung des Schutzbegriffs ein Widerspruch zur für den Einzelnen in ihren konkreten Auswirkungen *de facto* sehr viel wichtigeren zivilrechtlichen Realität bestehen, was ebenfalls problematisch wäre.

2. Terminologie

Es fällt auf, dass im erläuternden Bericht zur Vorlage an mehreren Stellen von «Trans- oder Intersexualität» die Rede ist (vgl. S. 9, Abschnitt 1; S. 11, Abschnitt 1; S. 12, Abschnitte 3 und 4; S. 13, Abschnitt 1). Um Assoziationen mit Formen des sexuellen Begehrens und damit verbundene Missverständnisse zu vermeiden, die durchaus praktische Auswirkungen auf das Leben von «Trans»- und «Inter»-Menschen haben, ist im Sprachgebrauch von der Benutzung dieser Begriffe abzusehen. Weder das «Trans»- noch das «Inter»-Sein haben grundsätzlich etwas mit Sexualität bzw. sexueller Orientierung zu tun. Dies wird stets auch von den entsprechenden Nichtregierungsorganisationen hervorgehoben. Während «Intersex» sich auf das *genitale Geschlecht* bezieht, spricht man von «Trans», wenn das Geschlecht, dem sich eine Person *zugehörig fühlt*, nicht mit dem Geschlecht übereinstimmt, das dieser Person bei der Geburt aufgrund körperlicher Merkmale zugewiesen wurde. In diesem Sinne – aber auch im Sinne der Definitionshoheit, die Selbstorganisationen zukommt – gilt es der Forderung nach korrektem Begriffsgebrauch nachzukommen und folglich von **Transidentität** bzw. **Intergeschlechtlichkeit** zu sprechen.

3. Einbezug des Merkmals «Geschlecht» in die Schutznorm

Im Vorentwurf ist vorgesehen, dass Art. 261^{bis} StGB abgesehen von der Erweiterung mit den Merkmalen «sexuelle Orientierung» und «Geschlechtsidentität» keine Änderung erfahren soll. Dementsprechend bleibt das Merkmal «Geschlecht» unberücksichtigt. Angesichts der Tatsache, dass die Beseitigung jeglicher rechtlicher und faktischer Diskriminierung aufgrund der Geschlechtsidentität und/oder sexuellen Orientierung eng mit der Überwindung jeglicher Diskriminierung aufgrund des Geschlechts verbunden ist, ist dieses Vorhaben problematisch, denn namentlich in diesem Bereich besteht trotz des Diskriminierungsverbots in der Bundesverfassung (Art. 8 Abs. 2) eine bedeutende Gesetzeslücke. Öffentliche Hass- und Gewaltaufrufe an Frauen und sonstige diskriminierende Äusserungen, die Frauen in einer gegen die Menschenwürde verstossenden Weise herabsetzen, finden nach wie vor statt.

Art. 261^{bis} StGB wurde 1993 als Anpassung an das Völkerrecht konzipiert. Es handelte sich damals um eine Anschlussgesetzgebung mit Bezug auf den Beitritt der Schweiz zum UN-Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung. Folglich wurde damals auf die Aufnahme anderer Kriterien (wie das Geschlecht, die sexuelle Orientierung oder die Weltanschauung) bewusst verzichtet.¹ In diesem Zusammenhang ist jedoch vor allem auf eine kürzlich erfolgte und bedeutende Änderung der Rechtslage hinzuweisen: Das in Kraft getretene internationale Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und Häuslicher Gewalt, die sogenannte Istanbul-Konvention, die am 16. Juni 2017 vom Eidgenössischen Parlament genehmigt wurde. Das Übereinkommen enthält eine Reihe von Achtungs-, Schutz- und Gewährleistungspflichten und verpflichtet die Signatarstaaten explizit zur Verhütung, Verfolgung und Beseitigung der Gewalt an Frauen (vgl. Art. 1 lit. a). So haben diese, um den erwähnten Sorgfaltspflichten nachzukommen unter anderem auch alle erforderlichen gesetzgeberischen und sonstigen Massnahmen zur *Verhütung*, Beseitigung und Verfolgung von Gewalttaten an Frauen zu ergreifen (vgl. Art. 5 Abs. 2). Die Schweiz ist ausserdem 1997 auch dem UN-Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW) beigetreten. Diese Konvention begründet ebenfalls die sinngemässe staatliche Verpflichtung zu gesetzgeberischen Schutzhandlungen, selbst wenn sie keine expliziten Bezüge zu Gewalt gegen

¹ Vgl. BBl 1992 III 311.

Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt

Frauen enthält. Deshalb beantragen wir die Aufnahme des Begriffs «Geschlecht» in den Tatbestand von Artikel 261^{bis} StGB.

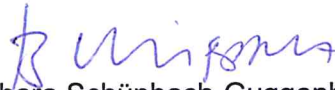
Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüßen

Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt



Elisabeth Ackermann
Präsidentin



Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatsschreiberin